



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 15 novembre 2021

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **22 novembre 2021**.

L'an deux mille vingt et un, **le quinze novembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 novembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 30

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN** (présente à partir de la délibération n° 164), Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** (présent à partir de la délibération n° 148), Isabelle **NOTHEAUX** (présente à partir de la délibération n° 164), Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Aliko **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE** (présent à partir de l'information n° 14), Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 3

Isabelle **CREVEL** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Sandrine **VEERAYEN**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**

Retardés ayant donné pouvoir : 3

Fabienne **MALANDAIN** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 15 novembre 2021

2021.11/166

ÉDUCATION JEUNESSE – ANIMATIONS DE LA VIE SOCIALE – SIGNATURE DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE VILLE – CAF - COMMUNAUTE URBAINE LE HAVRE SEINE METROPOLE

Madame Fabienne MALANDAIN, 1^{ère} Adjointe au Maire – Comme nous l'évoquions lors du conseil municipal de mars dernier, c'est en fin d'année 2019 et dans le courant de l'année 2020 que la ville a été informée par la CAF que son Contrat Enfance Jeunesse (CEJ), qui arrivait à échéance le 31 décembre 2019, serait remplacé par la Convention Territoriale Globale, (CTG).

Cette convention repose sur une démarche stratégique partenariale entre la collectivité locale et la CAF pour maintenir et développer les services aux familles, sur l'ensemble des champs d'intervention de la CAF (enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale, logement, handicap, etc...). Elle s'appuie sur un diagnostic partagé visant à poser un plan d'actions adapté.

Dans les évolutions significatives remontées par la CAF au cours de nos rencontres, la ville a pris connaissance que la CAF de Seine Maritime souhaitait finalement conclure une Convention Territoriale Globale avec la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole et que cette dernière serait composée de deux parties distinctes :

- Une entrée intercommunale cosignée par les communes volontaires
- Une entrée communale venant se substituer au Contrat Enfance Jeunesse

A la lumière de ces nouveaux éléments, notre collectivité a poursuivi le travail engagé en cherchant à se rapprocher des services de la CU LHSM pour élaborer cette convention en défendant les réalités et spécificités de son territoire devant se traduire par un plan d'actions adapté aux enjeux identifiés dans son diagnostic social.

Aujourd'hui, 7 thématiques sont retenues renvoyant chacune à des actions spécifiques portées par nos services municipaux, le CCAS, les 2 centres sociaux et certains partenaires institutionnels et associatifs. Elles se déclinent comme suit :

- L'accompagnement des familles et l'animation de la vie sociale
- Les publics vulnérables. L'accès aux droits
- La parentalité
- L'habitat et le logement
- La petite enfance
- L'enfance
- La jeunesse

Une 1^{ère} réunion s'est tenue à la CU LHSM le 8 octobre dernier. Nous avons obtenu des précisions concernant les conditions de mise en œuvre. Elles reposeront sur un diagnostic partagé entre tous les acteurs pour renforcer la connaissance de la typologie des familles et orienter les projets et les expérimentations sur le territoire. L'idée est de rendre lisible le partenariat entre la CAF, la CU et entre la CAF et les communes du territoire.

Les enjeux suivants sont affirmés :

L'accès aux droits et l'insertion des publics vulnérables

La petite enfance en milieu rural sur deux territoires de compétences

La politique de la ville

Le logement et le cadre de vie

L'évaluation et la mesure de l'impact des actions

Les enjeux partagés avec les communes : à l'échelle des communes, les plans d'actions sont travaillés conjointement entre la CAF et les communes concernées afin de respecter leurs spécificités.

Les plans d'actions définis à l'échelle communale balaieront l'ensemble des champs pour lesquels CAF et communes ont compétences partagées et qui recoupent les thématiques retenues pour notre ville

Concernant les modalités de fonctionnement et la durée, nous avons l'engagement que seront mis en œuvre les moyens nécessaires en s'appuyant notamment sur la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Comité de Pilotage et Comité technique seront organisés à l'échelle de la CU. Une évaluation des actions devra se faire au fur et à mesure et un bilan sera dressé à l'issue de la convention. La durée est fixée du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Les signataires seront les suivants : Président et Directeur de la CAF, Président de la CU LHSM, les maires des villes d'HARFLEUR, d'OCTEVILLE, de MANEGLISE, de FONTAINE LA MALLET, d'EPOUVILLE et de MONTIVILLIERS.

Afin de permettre à Monsieur le Maire de signer cette Convention Territoriale Globale avec la CAF et la CU LHSM, la CAF souhaite que notre collectivité puisse en amont se tourner vers son Conseil municipal.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la convention d'objectifs et de gestion 2018/2022 ;

VU les conventions d'objectifs et de financements ;

VU les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

VU la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

VU la délibération du conseil d'administration de la Caf de Seine-Maritime concernant la stratégie de déploiement des Ctg ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité d'articuler la concrétisation de la Convention Territoriale Globale avec la signature des Conventions d'Objectifs et de Financement présentée au Conseil Municipal de mars 2021
- Le besoin de trouver un prolongement aux financements qui étaient inscrits dans le Contrat Enfance Jeunesse

- La volonté de la ville de consolider et d'afficher une cohérence de ses actions en direction de l'accompagnement des familles
- La nécessité de maintenir des partenariats forts avec les acteurs locaux, la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, le Conseil Départemental, la politique de la ville,
- Le besoin de renforcer la cohérence des actions engagées en partenariat avec l'Education nationale à travers le Projet Educatif Montivillon (PEM), ex Projet Educatif de Territoire,
- La nécessité de renforcer le dialogue avec les habitants en s'appuyant sur un Chargé de projet démocratie locale et de coopération Ctg

Sa commission municipale n°1, Vie éducative réunie le 5 novembre 2021, consultée ;

VU le rapport de Madame la 1^{ère} Adjointe au Maire, chargée de l'enfance, de la vie éducative, de la jeunesse, de l'environnement et des transitions écologiques ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'approuver la Convention Territoriale Globale
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer la Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales et le Président de la Communauté Urbaine LHSM, et tout acte y afférent.

Imputation budgétaire

Exercices 2021/2022/2023

Budget principal

Imputation comptable : 7478

Déclinaison des budgets par action et par service en s'appuyant sur la convention d'objectifs et de financements

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.